

Lettre ouverte

Sans nous, ce ne sera pas possible !

Québec, 13 février 2025

À Sonia Bélanger, Ministre responsable des Aînées

À Lionel Carmant, Ministre responsable des Services sociaux

À Christian Dubé, Ministre de la Santé

En ce moment, votre gouvernement mène une première phase de consultation, sur invitations, dans le but d'adopter d'ici la fin de l'année une Politique nationale sur les soins et les services de soutien à domicile. Aujourd'hui, nous tenons à vous rappeler que, sans nous, ce virage majeur ne sera pas possible.

Ce nous, ce sont près d'une quarantaine d'organismes communautaires en soutien à domicile de la Capitale-Nationale. Ce nous, ce sont les popotes roulantes, les accompagnements-transports pour les rendez-vous médicaux, les jumelages, les parrainages, les appels et les visites de courtoisie, les menus travaux, les accompagnements de fin de vie qui font en sorte que les personnes âgées – notamment les plus vulnérables et isolées - peuvent demeurer chez elles, parfois jusqu'à la toute fin. Ce nous, ce sont plus de 2 500 bénévoles qui œuvrent quotidiennement afin d'offrir des services à près de 20 000 personnes âgées dans notre seule région. Ce nous que votre gouvernement a tendance à oublier ou à prendre pour acquis.

Pourtant, durant la pandémie, nous avons l'impression d'avoir obtenu une certaine reconnaissance, de faire partie de la « gang », d'être, comme il a été répété souvent, essentiels, en raison de notre travail sans relâche. Cette pleine reconnaissance doit être offerte à nouveau et accompagnée de ressources, au plus tôt, histoire de ne pas rater le tournant.

Vous le savez comme nous, le Québec a une population vieillissante et qui vit de plus en plus longtemps, ce qui entraîne notamment un alourdissement et une complexification des situations vécues. Selon les projections, dans quelques années, les personnes âgées représenteront près du tiers de la population québécoise et ce, c'est sans compter leurs proches aidant.e.s. Des personnes âgées qui souhaitent, par une écrasante majorité, demeurer à domicile le plus longtemps possible et y mourir dignement. En parallèle, le réseau de la santé et des services sociaux craque déjà de partout, incapable de répondre à cette demande croissante, ce qui entraîne des pressions énormes sur le milieu communautaire en soutien à domicile et ses bénévoles.

Justement, le fameux virage à domicile représente une occasion en or de repenser le réseau de la santé et ses collaborations. Il est temps d'imaginer une réelle complémentarité – hors de la sous-traitance et du « cheap labor » - prioritairement entre le réseau, les organismes communautaires et les entreprises d'économie sociale. Présentement, il est impossible pour les organismes communautaires en soutien à domicile d'accomplir leur mission avec un financement de l'État partiel et indexé sous la hausse du coût de la vie. Malgré que les services soient bénévoles, ils exigent tout de même des dépenses importantes (nourriture, essence, stationnement, coordination des services, etc.). Le temps est venu de les financer à la hauteur de ce qu'ils coûtent, en gardant en tête que les dépenses effectuées dans les communautés représentent des investissements économiques et sociaux avantageux pour toute la société.

En terminant, c'est à vous de ne pas répéter les erreurs du passé - pensons à la désinstitutionalisation en santé mentale - en reconnaissant, finançant et impliquant, dès maintenant, le milieu communautaire et ses forces vives afin que le changement en soins et services de soutien à domicile soit une réussite. Rappelez-vous que ce n'est qu'avec nous que ce sera possible!

P.S. Ces mots ont été écrits de la Capitale-Nationale, mais ils auraient pu l'être de n'importe quelle région de la province.

Pascal Dassylva, directeur général, Centre d'action bénévole de Charlevoix

Marie-Chantal Gagné, directrice générale, Albatros Capitale-Nationale

Pour la Table des organismes communautaires en soutien à domicile de la Capitale-Nationale